

Parcours international de débat et propositions sur la gouvernance : perspectives en Afrique du Nord

L'Institut de recherche et de débat sur la gouvernance a organisé en partenariat avec l'IRMC, la Fondation Hanns Seidel au Maghreb, le laboratoire Diraset-Études Maghrébines, les éditions Med Ali, le ministère français des Affaires étrangères et européennes, la Fondation Charles Léopold Mayer, l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique et l'université de Columbia (SIPA) une rencontre internationale sur la légitimité du pouvoir en Afrique du Nord. S'inscrivant dans un processus pluriannuel initié en Afrique de l'Ouest en 2007, cette rencontre, si elle était programmée depuis plusieurs années, posait une question au cœur de l'actualité de la sous-région. Ainsi après les quatre autres sous-régions du continent, l'Amérique andine et l'ouverture à l'Europe, c'est la question de ce qui fonde l'adhésion des populations au pouvoir que les participants sont venus discuter à Tunis. Consacrée à cinq pays (L'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie), la rencontre s'est caractérisée, comme pour les étapes précédentes, par le croisement de regards, de cultures, de disciplines et d'acteurs. Une quarantaine de représentants de la société civile, de courants religieux, du secteur privé, des universitaires, des personnalités politiques, institutionnelles, etc. sont venus de la sous-région nord-africaine, d'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Afrique pour échanger sur leurs expériences au cœur d'une actualité qui confirme l'urgence d'identifier des processus et des vecteurs de gouvernance démocratique légitime.

Qu'est-ce qui fonde l'autorité ? Comment évoluent et s'institutionnalisent les formes d'organisation du pouvoir au regard des réalités sociales ? La question de la légitimité concerne par conséquent les fondements même des liens entre État et société, par lesquels l'autorité de l'État se justifie. Cette problématique requiert une **approche pragmatique**, partant de l'observation de la réalité qu'est la diversité

sociale, qui se prolonge dans les représentations, les pratiques et les rapports au pouvoir et qui découle des processus de formation dans le temps des États actuels.

Facteur substantiel de la crise du Politique, la rupture dans la dialectique légalité (organisation formelle et officielle) et légitimité est au cœur des analyses développées dans le programme « légitimité et enracinement des pouvoirs » de l'IRG. Cette question se pose de façon particulière en Afrique du fait de l'histoire du continent marquée par une rupture majeure due aux colonisations arabe et occidentale. Au fil de l'évolution, les apports des colonisateurs se sont croisés avec le passé des sociétés donnant naissance à des systèmes très complexes où se mêlent institutions, coutumes, traditions anciennes, religions mais aussi idéologie et modèle de l'État tels qu'ils sont apparus en Occident ; le tout dans le contexte de mondialisation. Il en résulte une pluralité des représentations et des pratiques du pouvoir. Ainsi, la régulation sociale d'un pays donné passe concrètement par une **diversité de canaux et de sous-systèmes de régulation** (droit, religion, coutumes, etc.). Ce constat est valable pour toute société : pour une situation donnée, il existe une pluralité de systèmes de régulation applicables. Cette pluralité peut devenir problématique pour la gouvernance d'un pays lorsque ces régulations se développent et se mettent en œuvre en concurrence les unes des autres. Elles peuvent ainsi conduire les États à des situations de fragilité, à savoir, avec une capacité limitée à gouverner ou régir leurs sociétés et plus généralement à développer des relations mutuellement constructives et renforçantes avec elles. De tels États se caractérisent par leur incapacité à être reconnus comme l'autorité suprême (pouvoir légitime) sur leur territoire.

Pour mieux saisir et comprendre ces processus, le *Parcours international de débat et propositions sur la gouvernance*

tente de lire la diversité des sources de **légitimité mobilisées par les acteurs** ainsi que leurs manifestations dans une région et un moment donnés. Il vise ainsi à **comprendre la nature et le rôle que les sources de légitimité jouent, à travers leurs interactions, dans les processus de légitimation du pouvoir.**

Dans un contexte très marqué par le printemps arabe, le colloque de Tunis pour la région de l'Afrique du Nord se proposait d'analyser tour à tour quelles pouvaient être les sources de légitimité du pouvoir effectivement mobilisées (légitimité des opposants, légalité et normativité internationale, religion), la manière dont elles cohabitent, les vecteurs qui favorisent leurs interactions (notamment à travers le cas illustratif du foncier) et les aspirations profondes auxquelles elles renvoient (justice sociale, sécurité, stabilité économique, prise en compte de l'opinion publique, etc.), avant de s'interroger sur les enjeux des constitutions et du constitutionnalisme pour intégrer la diversité caractéristique de cette région.

À cette grande diversité, semble s'ajouter un facteur commun, celui d'une période de mutations (révolutions, réformes politiques, conflit armé, échéances électorales décisives, etc.) qui place au cœur des enjeux de la refondation de l'État et de sa temporalité, la question de la recomposition, du repositionnement et du jeu des acteurs. Ces discussions ont été menées dans un cadre très ouvert à la participation d'interlocuteurs internationaux, favorisant ainsi un certain décentrement et montrant que les défis liés aux révolutions et aux transitions politiques sont partagés dans divers contextes. Les actes de cette rencontre seront à paraître en français et en arabe dans le courant du second semestre 2012. L'annonce en sera faite sur le site de l'IRG et de l'IRMC.

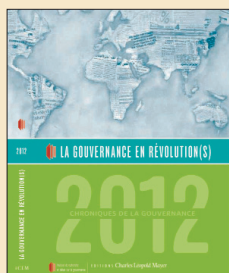
Elisabeth DAU

Institut de recherche et débat



L'IRG est un espace international de réflexion et de proposition sur la gouvernance publique basé à Paris avec un pôle à Bogota. L'IRG travaille en réseau avec des partenaires à travers le monde, dans une perspective interculturelle, interdisciplinaire, inter-acteurs et inter-échelles. L'IRG alimente le débat sur la gouvernance, ouvre de nouveaux axes de recherches et d'expertise et aide à l'élaboration de politiques publiques. Il propose des formations, des publications et organise des espaces de dialogues internationaux.

<http://www.institut-gouvernance.org>



La gouvernance en révolution(s). Chroniques de la gouvernance 2012

Pariant sur les éclairages novateurs de regards aussi diversifiés que ceux de Stéphane Hessel, Daniel Cohn-Bendit, Ahmet Insel, Silvio Caccia Bava, Qin Hui, Suhayl Palshikar, etc., cette publication offre une cartographie des enjeux et défis pour une gouvernance démocratique légitime, au cœur des mutations de notre village global.

En librairie le 24 avril 2012 et disponible sur Internet